

BIBLIOTHÈQUE DES «TEMPS NOUVEAUX»

51 RUE DES ÉPERONNIERS, BRUXELLES.

1899

PRÉCURSEURS DE L'INTERNATIONALE

Warlaam TCHERKESOFF

Première partie: Déclaration des principes de 1866.

Aucun évènement de ce siècle n'eut une influence aussi grande et aussi favorable sur le développement des idées socialistes, sur leur propagande dans tous les pays du monde civilisé, que la fondation et les dix années d'existence de la grande *Association Internationale des Travailleurs*. Sans la moindre exagération, on peut affirmer que toutes les écoles et les fractions du socialisme contemporain se rattachent, plus ou moins directement, à cette grande association, et que même notre terminologie socialiste, par exemple: «*collectivisme, communisme autonome, libertaire, anarchiste, instruction intégrale*» et autres, nous viennent de ses publications et de ses congrès.

Bien plus, la grande Association, grâce surtout aux efforts des ouvriers français, formula et inscrivit dans ses considérants, comme base fondamentale du mouvement socialiste international, que «*l'émanicipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*».

Par cette déclaration, la cause du peuple était détachée de la politique bourgeoise. Auparavant les politiciens identifiaient souvent en toute sincérité leurs revendications purement politiques avec celles du peuple. Tandis que ce dernier conçoit le bien-être et la liberté comme l'équité sociale basée sur l'égalité économique, les premiers se contentèrent toujours d'une liberté individuelle qui leur garantissait la jouissance des priviléges sociaux et économiques, en laissant au peuple la liberté de mourir de faim et l'égalité de déshérités bons à être exploités. Ce fut pendant les journées sanglantes du mois de juin 1848, alors que la bourgeoisie radicale, conduite par J. Favre, Marie, Marrast, E. Cavaignac et autres, trahissait et fusillait le peuple, que cette idée de la nécessité d'une pareille séparation s'affirma pour la première fois. Distinguant les politiques de classes, elle mettait aussi fin à la vieille doctrine d'une dictature se faisant en apparence au nom du prolétariat, mais en réalité au profit de quelques ambitieux réputés des êtres providentiels.

Plus importante encore fut la définition du but visé par le mouvement socialiste en général. Elle était ainsi conçue:

«*Considérant que l'assujettissement du travailleur au capital est la source d'une longue servitude politique, morale et matérielle;*

Pour cette raison, l'émanicipation économique des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique».

Si le premier considérant séparait la politique des exploiteurs de celle des exploitée, il impliquait la subordination de messieurs les conspirateurs, les radicaux et les jacobins, aux vraies conceptions socialistes, telles qu'elles étaient comprises en Angleterre au temps du grand mouvement *oweniste* (de 1828 à 1842) et en France pendant la révolution de 1848 (1). La France, l'Angleterre et la Suisse étaient, en réalité, les seuls pays de régime constitutionnel et parlementaire, et précisément dans ces pays les socialistes ont constaté la vanité des droits et des libertés inscrits dans les chartes, alors que la situation économique du peuple reste intacte et que l'exploitation de l'homme par l'homme constitue la base d'une prétendue justice sociale.

Mais les socialistes d'autres nationalités, surtout les Allemands, ne pouvaient pas admettre cette subordination du mouvement politique au grand but d'émancipation économique. Aussi firent-ils une opposition systématique à cette formule, proposée par les Français et soutenue par les Anglais et les Suisses. Depuis 1864 jusqu'au premier congrès de Genève en 1866, dans toutes les discussions relatives aux statuts de la future association, Marx et ses amis combattirent la formule et, jusqu'à la veille du congrès, les vrais initiateurs du mouvement ne savaient pas si les politiciens n'auraient pas le dessus. Mais, à la grande satisfaction des initiateurs, leur formule fut adoptée par le congrès. En lisant ce passage, raconte Fribourg (2), Tolain ne put se défendre d'un mouvement de joie: «*Enfin, dit-il à ses collègues, on ne pourra plus dire que c'est nous seuls qui voulons absolument que la question politique ne passe pas avant tout*».

Nous verrons plus tard comment les politiciens et les partisans de la dictature altérèrent dans quelques éditions ultérieures ce passage des statuts généraux, et comment ils provoquèrent la scission dans l'Association, justement sur cette question importante.

Qui sait si l'affirmation du principe de solidarité internationale proclamé par les mêmes considérants n'eut pas encore plus d'influence sur la classe ouvrière et sur le mouvement socialiste? Certainement l'idée de solidarité universelle avait été émise et prônée par des philosophes et des poètes bien avant 1866. Epicète et Marc-Aurèle, les humanistes de la Réforme, les Encyclopédistes et les enthousiastes de la grande Révolution avec Anacharsis Clootz - «*ce citoyen du monde*», - Béranger et Pierre Dupont (3), la Révolution de 1848, le Manifeste de Marx, Dejacques, Cœurderoy et autres, ont prêché la solidarité universelle et la fraternité des nations.

Mais l'internationalisme, tel que l'entendait l'*Association*, se développa d'une part grâce à la révolution survenue dans la production et dans les moyens de communication au sein de l'humanité contemporaine (4), d'autre part sous l'influence des idées larges et humanitaires des écoles socialistes de Saint-Simon et surtout de R. Owen, qui, en 1836, organisa la première société internationale sous le titre: «*Société de toutes les classes et toutes les nations*». Aussi, comme on le voit la formule de l'*Internationale* reflète fidèlement ces deux influences:

«*Considérant que l'émancipation des travailleurs n'est pas un problème local ou national; qu'au contraire ce problème intéresse toutes les nations civilisées, sa solution étant nécessairement subordonnée à leur concours théorique et pratique;*

Que le mouvement qui s'accomplit parmi les ouvriers des pays les plus industriels de l'Europe, en faisant naître de nouvelles espérances, donne un solennel avertissement de ne pas retomber dans les vieilles erreurs, et conseille de combiner tous les efforts encore isolés;

Par ces raisons, le Congrès de l'Association Internationale déclare que cette association, ainsi que toutes les sociétés ou individus y adhérant, reconnaîtront comme devant être la base de leur conduite envers tous les hommes, la vérité, la justice, la morale, sans distinction de couleur, de croyance ou de nationalité».

C'est un véritable plaisir de lire ces magnifiques déclarations, pleines de sentiments si nobles, de pensées si profondes... Et dire que de nos jours, en France, les énergumènes de la caserne, de la police, de la sacristie, des maisons de tolérance et de la presse vendue, osent soulever la haine contre les étrangers, contre l'*Internationale*, contre la solidarité universelle! L'histoire connaît peu de crimes aussi abominables que cette apostasie monstrueuse de la part des écrivains qui se disent Français. Car c'étaient justement les

(1) Dans ma brochure *Pages d'Histoire socialiste*, j'ai cité (pages 18, 19 et 20) l'opinion des owenistes.

(2) É. Fribourg, *Association internationale des Travailleurs*, p.151, Paris, 1871.

(3) Dans sa chanson: «*Les peuples sont pour nous des frères, Et les tyrans des ennemis*».

(4) Le grand statisticien A. Quetelet indiqua, en 1836, que «*depuis un demi-siècle et dans les limites mêmes de l'Europe, les peuples tendent à perdre leur physionomie nationale et à se fondre en un type commun*».

ouvriers français, et même des ouvriers très modérés comme Fribourg, Tolain et autres, qui insistèrent pour l'insertion de ces idées de solidarité humaine.

Les déclarations que nous avons citées eurent un grand retentissement; partout les travailleurs et les gens éclairés, les socialistes de différentes écoles saluèrent le *Congrès de Genève*, acclamèrent de tels principes si profondément humanitaires et réellement socialistes. En quelques semaines les statuts de l'*Internationale* furent connus de tous les pays. Tout le monde comprit qu'il venait de s'accomplir quelque chose de grand, devant marquer un nouveau point de départ dans l'histoire universelle. Un an auparavant, pendant la conférence préliminaire de 1865, après la lecture des considérants et du projet des statuts, les hommes perspicaces comprirent toute l'importance de ce qui se préparait. Entre autres, l'historien Henri Martin écrivait le 14 octobre 1865:

«C'est avec une profonde émotion que nous avons lu le récit de ce qui vient de se passer à Londres. Nous avons le pressentiment que quelque chose de grand vient de commencer dans le monde... L'élévation des sentiments... l'ampleur de vues, et la haute pensée à la fois morale, économique et politique qui a présidé au choix des questions composant le programme... saisiront d'une commune sympathie tous les amis du progrès, de la justice et de la liberté en Europe.»

«Nous le savions bien, que ce froid de mort qui s'étend à la surface de nos sociétés n'avait pas gagné les profondeurs ni glacé l'âme populaire, et que les sources de la vie n'étaient pas éteintes... Nos oreilles n'étaient plus accoutumées à de telles paroles, elles nous ont fait tressaillir jusqu'au fond du cœur» (5).

«Un notable progrès s'est opéré, écrivait A. Gorbon la même année, depuis nos agitations pour la réforme sociale d'il y a une vingtaine d'années. En ce temps-là... la tendance générale des ouvriers socialistes était de considérer l'État comme leur providence visible et d'attendre de lui la rédemption des classes inférieures. Voilà qu'une nouvelle génération déclare que "l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes"!!!».

Si, de la part des libéraux et des radicaux, l'*Internationale* eut un accueil aussi sympathique, il est facile de comprendre l'enthousiasme qu'elle souleva chez les socialistes de toutes les nuances et de tous les pays. En notre temps de réaction militaire et cléricale, on trouvera plus qu'étrange le langage enthousiaste de l'époque. Voici, par exemple, en quels termes le procureur général de la République bâloise, membre des sections locales, saluait le quatrième congrès, tenu à Bâle:

«... Je vous salue donc, vous qui préparez le grand jour de l'émancipation... Déjà les premiers pas ont été faits, la tyrannie des nobles, la tyrannie des prêtres ont été brisées... Il faut maintenant que le privilège bourgeois disparaisse comme les autres, il faut que tous travaillent. La société libre que vous rêvez saura exploiter coopérativement tout travail, cette société n'étant composée que de travailleurs, saura se suffire et se gouverner elle-même... Frères ouvriers... est-ce que je rêve? Alors vous rêvez avec moi. Suis-je insensé en parlant ainsi, et faut-il me renfermer dans un asile d'aliénés? Non. Ce qui me prouve que je ne rêve pas... c'est l'existence de l'Association Internationale elle-même...»

Partout où l'on a commis des fautes envers les ouvriers, on les a commises envers notre Association. Que ce soit dans le Borinage ou dans le bassin de la Loire, les coups portés aux ouvriers nous ont atteints... Mais aussi nous pouvons dire que le mouvement qui agite les ouvriers est notre mouvement, et partout où se réunissent les opprimés, notre esprit plane au milieu d'eux (6)....».

Ce sont surtout les défenseurs de l'oppression et de l'esclavage politique et social qui nous fournissent les meilleurs témoignages sur la joie que susciterent les adhésions aux principes fondamentaux. L'ennemi le plus acharné de la grande Association, Oscar Testut (7), avocat à la cour impériale de Lyon, constatait, le 10 mai 1870, le développement rapide... de nature à effrayer tout homme qui réfléchit à l'immense danger qu'une aussi puissante organisation fait courir à l'ordre social (bourgeois).

Il constatait encore l'esprit d'union qui anime ses membres... avec quelle prodigieuse rapidité elle a successivement agrandi le cercle de son influence, non seulement en France, mais encore dans une partie de

(5) Cité par Fribourg.

(6) *Compte rendu du 4^{ème} Congrès international tenu à Bâle*. Bruxelles, 1871.

(7) *Association internationale*, Lyon, 1870; *Le Livre bleu de l'Internationale*, Paris, 1871; *L'Internationale et le Jacobinisme*, Paris, 1871.

l'Allemagne, en Amérique, en Italie, en Belgique, en Pologne, en Russie, en Autriche, en Suisse, en Suède, en Danemark, en Angleterre et même en Espagne.

Oui, grande était l'influence des déclarations de principes de l'*Association*; rapide était leur propagation et c'est par millions qu'on comptait ses adhérents (8).

A quoi attribuer ce succès?

D'un côté à l'état d'esprit populaire de l'époque; d'autre part, et surtout, à la fidélité avec laquelle les considérants reflétaient les idées communes aux trois systèmes socialistes (de Saint-Simon, de Fourier et de R. Owen), ainsi que la tactique de lutte pratiquée par les ouvriers anglais et français, les plus avancés et les plus solidarisés de l'époque.

D'ordinaire on attache trop peu d'attention aux événements politiques et socialistes au milieu desquels surgit l'*Internationale*. Pourtant la période de 1859-65 reste une des plus remarquables de l'histoire moderne. La réaction qui écrasa l'Europe après les révoltes de 1848 était forcée de faire des concessions aux revendications populaires, aux découvertes et à la généralisation des sciences inductives qui bouleversaient toutes nos croyances et tous nos préjugés surnaturels et métaphysiques. L'Italie, ce berceau de la Renaissance et des républiques florissantes, se battait pour l'indépendance, et cette lutte héroïque, qu'un Anglais appela «*very poetry of politics*» (la vraie poésie de la politique), était animée et conduite par des hommes d'une telle netteté de caractère, tels que Garibaldi, Mazzini, Pisacane et autres, que la jeunesse enthousiaste accourrait sous le drapeau de Garibaldi de tous les pays civilisés. En Russie, le despotisme était obligé d'abolir le servage, d'entreprendre des réformes libérales. Tchernychevsky n'était pas encore arrêté, Hertzen était à son apogée de publiciste révolutionnaire, et les patriotes polonais se préparaient à la révolution démocratique qui éclata en 1863, n'attirant pas moins de sympathie que celle d'Italie.

En Amérique, la guerre d'abolition de l'esclavage (1861-1864) montra à la vieille Europe monarchiste de quoi est capable un peuple autonome et animé d'une idée grande et généreuse, et le président-ouvrier, Abraham Lincoln, appelé par ses concitoyens et par les nègres «*oncle Abe*», donna l'exemple exceptionnel qu'on peut rester modeste, simple et honnête, tout en restant président (9), ce qui est au moins contraire à la pratique républicaine en France. L'Angleterre était animée de l'esprit le plus libéral. Les trade-unions, lord Shaftesbury, Kingsley, Dickens, J. Stuart-Mill, et tant d'autres réclamaient des réformes; la société anglaise soutenait Mazzini et Garibaldi; un ministre d'État, Stansfield, mit sa maison à la disposition du conspirateur Mazzini, et quand, en 1864, Garibaldi arriva à Londres, le peuple organisa une telle manifestation de sympathie qu'il n'y en eut jamais de pareille chez les Anglais, en faveur même de leurs héros nationaux.

L'Allemagne de ce temps aussi était remuée par l'agitation énergique et passionnée de Lassalle, cet orateur populaire qui réunissait en sa personnalité si brillante les qualités d'un révolutionnaire audacieux et d'un savant de premier ordre. L'Allemagne libérale et démocratique l'admirait, l'ouvrier allemand s'organisait autour du drapeau de la réforme sociale déployé par un pareil agitateur.

Telle était l'époque à laquelle les ouvriers français concurent l'idée de la grande *Association*. Le mouvement n'était pas socialiste. Cependant ces guerres d'indépendance, l'agitation en vue de l'émancipation, de l'affranchissement et des réformes sociales, réveillèrent l'opinion publique. L'ouvrier des grandes villes était prêt à une action solidaire; aussi quand l'*Association*, cet «*enfant né dans les ateliers de Paris, fut mise en nourrice en Angleterre*», ce ne furent pas seulement les Anglais qui lui prodiguerent leurs soins enthousiastes.

(8) Au congrès de Bâle, le délégué des États-Unis, Cameron, représentait 800.000 membres du «*National labour Union*» (*Union Nationale des travailleurs*).

(9) Un contraste avec les parvenus politiques de l'Élysée!.. Un diplomate surprit une fois Lincoln tenant à la main des comptes écrits sur du papier fort sale. Questionné sur la nature de ces documents, le président lui répondit avec sa simplicité habituelle que c'étaient là les comptes de son ami Sam (garçon nègre d'un cabaret), qui l'avait prié de les vérifier...

Deuxième partie: Les formules précédentes du socialisme.

Attribuer le succès colossal de l'*Internationale* exclusivement à l'état général, vers cette époque, de l'opinion publique en Europe serait une exagération. Que l'internationalisme se soit montré sous toutes les formes de 1860 à 1870, on ne peut le nier. La *Convention de Genève* et l'organisation de la société de la «*Croix-Rouge*», de la «*Ligue internationale pour l'abolition de la prostitution*»... mais surtout l'élan que prirent alors les Congrès scientifiques en sont des preuves indéniables. Pourtant aucune société, aucune entreprise de ce temps n'eut le retentissement ni l'influence qu'acquit la grande *Association* dans une courte durée de trois ans, de 1866 à 1869.

Son succès et son influence, il faut les attribuer à l'admirable exposé, dans les considérants de ses statuts, des principes et des desiderata de toutes les écoles socialistes connues auparavant, et des revendications populaires et révolutionnaires, formulées pendant la Réforme, la grande Révolution, et la Révolution de 1848.

Le peuple envisage toujours comme le but suprême de l'activité humaine la production des choses utiles à l'humanité, et la réalisation dans la vie d'une équité plus ou moins parfaite. Chaque fois que les masses se levèrent contre les oppresseurs et les exploiteurs, elles formulèrent à peu près dans les mêmes termes ces aspirations séculaires: liberté pour tous, équité dans la jouissance du bien-être. Que ce fussent les pêcheurs ignorants de Galilée, que ce fussent les hussites de Tabor, ou les paysans révoltés avec Thomas Muntzer en Allemagne, avec Étienne Razine en Russie, les revendications restèrent toujours les mêmes:

- La terre et ses richesses à tous, l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, la liberté individuelle dans une commune libre. L'oiseau du ciel, le gibier de la forêt, le poisson (*«dans l'eau sont libres et pour tous»*, disaient les paysans allemands; *«terre et liberté pour tous»* ajoutaient ceux de Russie). Par cette expression *«pour tous»* ils entendaient le communisme.

Les anabaptistes et Thomas Muntzer, qui exprimèrent les vraies aspirations populaires dans la guerre des paysans en Allemagne, nous ont laissé leur *«profession de foi»*. Les revendications socialistes y sont formulées beaucoup mieux que dans les manifestes électoraux des socialistes *«scientifiques»* de nos jours. Si nous laissons de côté l'élément religieux de cette profession de foi, nous trouvons que les anabaptistes, niant tout privilège, toute autorité, prêchèrent l'équité sociale, le communisme libertaire.

«Il n'y a pas de prêtres, - lisons-nous dans le premier paragraphe - ni comme tribu, ni comme secte. Tout homme peut être régénéré par l'inspiration de Dieu et faire office de prêtre en prêchant d'exemple.

- §4. *Les corps régénérés par l'esprit, tous doivent vivre ensemble dans une parfaite communauté de biens.*

- §6. *Point de cuite cérémoniel... L'homme doit gagner sa vie par le travail de ses mains...*

- §8. *Nul anabaptiste ne peut se gouverner ni se laisser gouverner par la force. Son règne c'est le règne de Dieu. Plutôt mourir que de subir l'esclavage ou de l'imposer»* (10).

Cette profession de foi, comme on voit, est nettement communiste, même anarchiste.

Des revendications identiques ont été formulées en Angleterre par les réformateurs révolutionnaires. Les «anabaptistes» anglais sont connus sous les sobriquets de «*Levellers*» (niveleurs) et «*Diggers*» (creuseurs), à cause de leur négation des «*fondements*» d'une société esclavagiste et barbare. Ils déclaraient que les possesseurs de la terre «*sont des voleurs et des assassins*», que l'ouvrier ne doit pas travailler comme «*salarié*», que «*la propriété privée doit être abolie*», que «*la terre doit être reconnue propriété de tous*»; et la masse qui les suivait en grand nombre répétait, comme argument, l'ancien dicton des paysans révoltés (1831): «*Quand Adam bêchait et qu'Ève filait, qui donc était le gentilhomme? - When Adam delved and Eve span, who was then the gentleman?*».

Les aspirations populaires vers la justice et l'équité sociales, si bien formulées pendant les guerres de la Réforme et de la révolution en Angleterre, ont été noyées dans le sang des révoltés. Durant plus d'un siècle et demi, jusqu'à la grande Révolution française, aucune manifestation de ce genre n'eut lieu en Europe. Une chose intéressante à noter, c'est que les écrivains, même de grande renommée, qui, après Thomas Morus, s'occupèrent de questions sociales avant la Révolution, ne purent concevoir une société telle que la récla-

(10) Alexandre Weill, *L'Histoire de la Guerre des Anabaptistes*, Paris, 1874, pp.92-94.

maient les anabaptistes, «les levellers», Thomas Muntzer et autres. Ni Mably, ni Rousseau n'arrivèrent à une conception aussi concrète et nette d'une société libre, solidaire et communiste, où serait inscrit comme base de l'éthique sociale: «*Nul ne peut gouverner ni se laisser gouverner par la force*». Il fallut que le peuple se soulevât contre l'esclavage et l'oppression, qu'il démolît l'ancien régime pour que les honnêtes gens possèdent de nouveau le problème social.

Tous nos lecteurs connaissent, sans doute, quel rôle important joua l'initiative populaire avant et pendant la grande Révolution. Le peuple détruisait les octrois, chassait les percepteurs, incendiait les châteaux des seigneurs. Avant que Montmorency, Al. Lameth et autres, dans la nuit du 4 août, renonçassent à leurs priviléges seigneuriaux, le peuple «souverain», comme on disait alors, brûlait leurs châteaux, et leurs documents. Le peuple n'avait pas plus d'égards envers les accapareurs de la bourgeoisie, qu'il accrochait aux lanternes, comme le prévôt des marchands Flesselles, à Paris. Brisant le trône, démolissant la Bastille, expropriant la noblesse et l'Église, le peuple acclamait la République, cette Marianne qui devait réaliser ses rêves d'équité sociale et de liberté civique. Aussi la république prit-elle comme devise: «*Liberté, Égalité, Fraternité*», et, dans la *Déclaration des droits de l'Homme*, a-t-on reconnu le droit sacré de la révolte.

Mais toutes ces belles formules restèrent creuses et ne donnèrent presque rien au peuple au point de vue politique, et absolument rien au point de vue économique et social. Les terres de la noblesse et de l'Église, séquestrées au nom du peuple «souverain», furent vendues aux enchères, et certainement ce n'étaient pas les pauvres, la grande masse révolutionnaire, qui achetèrent les biens conquis par eux. De même au point de vue national et communal: au lieu de créer l'organisation d'une vie communale indépendante et autonome, au lieu de provoquer l'esprit d'association et d'initiative populaire, la *Convention*, dominée par les *Jacobins*, prohibait toute association privée, guillotinait tout fédéraliste, et, proclamant «*la République une et indivisible*», inaugurerait ce système abominable de centralisation qui paralyse jusqu'à nos jours la vie publique et intellectuelle de province. Paris concentra tout: l'administration, la science, la littérature. Tandis qu'en Allemagne, en Suisse, en Angleterre et ailleurs, la vie communale et municipale se maintint malgré l'ingérence du pouvoir central et de la bureaucratie, en France, les bureaux des ministères et des préfectorats, stupides, rapaces, innombrables et tout-puissants, dirigent toutes les affaires du pays. Tandis qu'en Allemagne fleurissent 32 universités, et que chaque ville de province importante possède une presse nombreuse, les facultés universitaires en France végétaient naguère d'une vie somnolente; des villes grandes et riches comme Marseille, Bordeaux, Lyon ne possédaient pas un journal qu'on pût comparer, non pas même aux journaux de province anglais, suisses et allemands, mais aux journaux de Kiev, de Kharkof, d'Odessa en Russie. Oui, Paris a concentré la vie intellectuelle. Les bureaux de ses ministères accaparent l'initiative et la vie sociale de province.

Par le fait de ce cancer qui paralyse la vie politique, sociale et intellectuelle du pays, n'importe quel bandit politique, n'importe quel criminel parvenant au pouvoir pouvait accomplir avec la plus grande facilité un coup-d'État à Paris, et devenir le maître absolu de la France entière. Le premier gredin venu, Bonaparte le consul, n'avait que peu d'efforts à faire pour s'emparer de l'héritage des *Jacobins*. Il fallut encore moins de courage et de capacité aux scélérats dépravés du 2 Décembre. Et de nos jours, la France court vers un troisième coup-d'État (*)... Il paraît que l'association Esterhazy, Rochefort, Drumont et C^{ie}, faute d'un Boulanger, veut imposer à la France la dictature de l'état-major, qui se distingua par la vente, avec l'autorisation d'Esterhazy, aux ennemis du pays, de secrets relatifs à sa défense. Un pareil titre manquait même aux brigands du 2 Décembre, qui commencèrent par la mitraillade des femmes et des enfants, par la proscription en masse, et finirent par Metz et par Sedan.

A quels déshonneurs mèneront-ils la France, tous ces vendeurs de *papiers* (**)? Il est difficile de le prévoir. Mais qu'ils puissent réussir dans leur entreprise, on ne peut en douter, car la centralisation avec toutes ses abominations fleurit et se perfectionne de plus en plus.

Plus le gouvernement révolutionnaire s'organisait, plus les gens sincères, plus les défenseurs ardents et dévoués de la République étaient forcés de reconnaître que le peuple héroïque souffrait de la même misère qu'avant la Révolution. Le peuple aussi ne tarda pas à comprendre qu'il avait conquis pour lui la liberté de crever de faim, une égalité de déshérités, une fraternité de forçats militaires. Aussi demeura-t-il tranquille quand les derniers jacobins de la Convention l'appelèrent à leur secours contre la réaction. Ce peuple de

(*) Allusion vraisemblable à l'éventualité, en ce temps-là, d'un coup-d'État «post-boulangiste» au moment de «l'Affaire Dreyfus». (Note A.M.).

(**) Allusion au fait que Rochefort et Drumont possédaient chacun un titre de presse. (Note A.M.).

Paris, si héroïque quand il croyait que la République, cette Marianne chérie, allait réaliser ses aspirations d'équité sociale, ne bougeait plus alors.

Ceux d'entre les républicains qui avaient défendu ses intérêts, comme Hébert et ses amis, avaient été guillotinés par ces mêmes hommes qui maintenant appelaient à la défense de la République. Il était trop tard...

C'est juste à cette époque et sous l'influence du complet écroulement des espérances de réformes économiques, que Babeuf, Darthé, Buonarotti et autres concurent la nécessité d'une autre révolution, basée sur les réelles revendications populaires. Dès qu'ils eurent posé la question relative aux causes de la misère populaire sous la république, malgré la devise *Liberté, «Égalité, Fraternité»*, ils ne tardèrent pas à arriver aux mêmes formules que plus tard l'*Internationale*, et auparavant les anabaptistes et les *levellers*.

Buonarotti nous raconte (11) avec une simplicité touchante l'histoire de la conspiration, son origine, son but et sa défaite. En parlant des conditions économiques du peuple, de 1791 jusqu'à 1797, il rend responsable de la misère et de la souffrance qu'on endurait: le gouvernement révolutionnaire.

«La faute de ceux qui figurèrent sur la scène de la révolution, fut de borner leurs efforts à faire prévaloir un ordre de gouvernement sur un autre sans trop s'occuper du sort de ceux en faveur de qui tout gouvernement légitime doit exister..

Jamais la masse du peuple n'est parvenue au degré de d'instruction et d'indépendance nécessaire pour l'exercice des droits politiques» (p.48).

«Quant à la cause... on la trouvait dans l'inégalité des fortunes et des conditions, et, en dernière analyse, dans la propriété individuelle» (p.49).

Les Égaux: «ne balançaien pas à signaler la propriété individuelle comme la source principale de tous les maux qui pèsent sur la société» (p.47).

Ici, comme dans les considérants des statuts de l'*Internationale*, les Égaux ont conclu que le but principal de l'action doit être l'émancipation économique des producteurs, du peuple. Aussi leur conception de la révolution sociale est-elle bien différente de celle des démocrates-parlementaires, qui veulent bien que le peuple renverse le gouvernement politique, mais qui estiment que si le peuple touchait à l'ordre économique existant, il y aurait sacrilège contre leur credo «scientifique». Babeuf, Buonarotti et leurs amis décidèrent que: «... le comité insurrectionnel publierait pendant l'insurrection deux arrêtés en vertu desquels les pauvres seraient immédiatement habillés aux frais de la République et logés le même jour dans les maisons des riches, à qui on aurait laissé que le logement indispensable» (pp.30-131).

C'est déjà l'anarchie complète, car c'est nous, les anarchistes qui prêchons que le peuple, de sa propre initiative, doit prendre en possession commune toutes les richesses existantes, sans qu'il ait besoin de l'autorisation des blagueurs prétentieux se révélant députés scientifiquement ignorants...

On connaît le dénouement de la conspiration. Arrêtés et traînés devant le tribunal, Babeuf et ses amis, avec un courage sublime, accusèrent l'ordre et le gouvernement des riches pour les riches, et revendiquèrent leurs principes communistes et égalitaires. Babeuf, comme un Romain de la meilleure époque de la République, se poignarda devant le tribunal. Buonarotti, après de longues années d'enfermement, fut banni de France, publia à Londres (1828) ses mémoires, et puis s'installa à Bruxelles, où il prêcha le socialisme à la jeunesse. Les Belges, avec raison, le regardent comme le premier pionnier du socialisme dans leur pays.

Troisième partie: Socialisme anglais; Adam Smith, W. Godwin.

De la même époque que la conspiration de Babeuf et des «Égaux» date l'origine du socialisme et du mouvement ouvrier en Angleterre. Les idées communistes de différentes sectes religieuses et les revendications populaires du temps de la Réformation, des ouvrages comme *l'Utopie*, de Thomas Morus, *Oceana*, de Harrington, avaient semé leurs germes dans la conscience nationale, et l'on trouve chez beaucoup

(11) *Histoire de la conspiration pour l'Égalité, dite de Babeuf*, Paris, 1850.

d'écrivains anglais des dix-septième et dix-huitième siècles les traces d'aspirations émancipatrices et humanitaires.

Mais le livre qui exerça l'influence la plus décisive sur la formation de la conception moderne du socialisme fut celui d'Adam Smith: *Recherches sur les richesses des nations*.

Chose remarquable, Adam Smith n'était ni communiste dans le sens de Thomas Morus, ni socialiste dans le sens actuel. Ce ne fut pas non plus comme réformateur pratique qu'il provoqua l'intérêt pour la question sociale en Angleterre. Non. Ami sincère du peuple et désireux de son bien-être, il était néanmoins bien éloigné de ce qu'on appelle les «*idées subversives*». En sa qualité de philosophe et de chercheur de vérité, il démontra que: «*le travail est la mesure réelle de la valeur*», que c'est lui qui crée toutes les richesses, et que tous ces messieurs, les rois, les ministres, les prêtres, les militaires, etc..., malgré leurs «*fonctions honorables*», sont *improductifs*. Plus loin, il constata que dans une société, moindre est le nombre de ces «*honorable*s», plus la société prospère.

Certainement ce ne fut pas Adam Smith qui découvrit ces vérités fondamentales de la vie sociale. Le peuple disait depuis le commencement de l'histoire que tous ces «*honorable*s» se nourrissent de sa chair et sucent son sang. Mais, chaque fois, les «*honorable*s» parasites supprimaient la philosophie populaire; ils auraient supprimé aussi volontiers les constatations d'Adam Smith; mais le père de l'économie politique s'exprimait en termes si modérés, avec tant de bonhomie qu'on n'osa pas trop le contredire. Et puis, de ces formules abstraites, ni l'auteur, ni ses disciples ne faisaient d'application pratique et immédiate. Les applications à la vie sociale des lois d'Adam Smith, c'est la génération nouvelle, la jeunesse qui se nourrit de ses ouvrages de génie qui essaie de les faire. Parmi ces jeunes auteurs, la première place appartient à William Godwin, qui, dans son ouvrage célèbre: *Recherches sur la Justice politique* (1795), tint un tout autre langage.

Puisque c'est le travail qui crée toutes les richesses, la justice politique, selon Godwin, oblige la société à garantir le bien-être à ceux qui travaillent et produisent, au peuple producteur en général. Contrairement à cette justice, le peuple, le producteur était dépourvu des moindres garanties sociales et politiques, traînait une vie misérable, écrasé par un travail de quinze et de seize heures. D'un autre côté, si les «*honorable*s» de la société sont improductifs, en raison de quelle justice est-ce eux qui accaparent et gaspillent les richesses produites par le peuple affamé? Auraient-ils une raison d'être dans une société basée sur la vraie justice? L'homme de grand courage moral, le penseur très conséquent qu'était Godwin, ne tarda pas à indiquer les vraies causes de la misère et les remèdes efficaces pour faire triompher la justice dans les relations sociales. Sa critique humanitaire est implacable pour toutes les institutions et les préjugés politiques, sociaux et religieux. Il nie aussi bien les superstitions religieuses et morales de la société capitaliste que l'organisation politique autoritaire. La société autonome, organisée sur une base d'égalité économique, l'individu libre dans ses relations individuelles et sociales, l'absence de toute réglementation gouvernementale, tel est son idéal.

L'histoire de son temps nous témoigne que l'influence de Godwin fut grande sur les ouvriers et la jeunesse. Ses idées ont inspiré entre autres le plus grand poète lyrique des temps modernes, Percy Shelley, qui, athée et révolutionnaire, brava le conventionnalisme anglais et vécut pendant des années en union libre avec Mary Godwin, la fille du philosophe.

Surtout l'ouvrage de Mary Wollstonecraft, la noble et courageuse femme de Godwin et la mère de la femme du poète exerça une grande influence sur lui. Il n'y a rien d'étonnant qu'une femme d'une telle intelligence et d'un tel courage moral provoquât l'admiration du poète. D'après la biographie (12) de cette femme remarquable, elle était la première à braver tout conventionnalisme dans la vie privée, à combattre l'oppression sociale de la femme, à revendiquer dans son ouvrage passionné les droits méconnus de son sexe. Shelley n'a pas connu sa belle-mère personnellement. Mais si profonde était son admiration pour la pureté de son caractère et pour ses idées élevées, qu'il la chanta sous le nom de *Cynthia* dans sa «*Révolte de l'Islam*».

Par l'intermédiaire de Shelley, les idées révolutionnaires et la sympathie pour le peuple et les opprimés se reflétèrent aussi dans la poésie de Byron, qui, en pleine séance de la *Chambre des lords*, jeta, en 1812, cette accusation: «*J'ai traversé les champs de bataille en Espagne; j'ai vu quelques provinces turques des plus opprimées; mais jamais je n'ai vu une misère aussi noire que celle d'un pays chrétien (l'Angleterre)*». Il

(12) Emma Bauschenbusch-Clough, «A study of Mary Wollstonecraft and The rights of Woman», London, 1898.

fallait un grand courage civique et moral pour rompre si délibérément en Angleterre dans un temps de réaction à outrance, comme le firent Godwin et ses amis. Courageux, ils l'étaient; mais leur action ne dépassait pas les milieux littéraires et éthiques. L'homme qui, le premier, agit en rénovateur et en organisateur socialiste parmi les «créateurs des richesses», c'est-à-dire parmi les ouvriers, fut aussi un des disciples de Godwin. Robert Owen, si justement considéré comme le fondateur du mouvement communiste, trade-unioniste et coopératif, l'initiateur de la législation protectrice du travail, de l'instruction intégrale obligatoire, laïque et démocratique.

Avant d'esquisser la vie de Robert Owen (1791-1858) et sa longue carrière d'agitateur, je tâcherai de donner une idée des conditions économiques et sociales de la classe ouvrière en Angleterre, de cette misère noire qui indigna tant lord Byron.

Quatrième partie: L'esclavage industriel et le mouvement ouvrier.

L'industrie moderne fut inaugurée en Angleterre et l'ouvrier anglais eut à subir le premier l'esclavage de l'usine, écrasé par un travail de seize et de dix-huit heures par jour avec un salaire à peine suffisant pour se nourrir de pain et de *porridge* (soupe épaisse d'avoine). Surtout les femmes et les enfants furent les victimes de ce nouveau mode de production et d'exploitation du travail humain. La fabrique à vapeur qui se créa vers la fin du dernier siècle était un vrai bagné, au sens exact du mot. Seulement les détenus étaient des enfants innocents, âgés de cinq et de six ans.

Déjà en 1795, le docteur Aikin, de Manchester, constatait que dans les fabriques: «*On employait des enfants ramassés partout, et souvent à des centaines de mille, loin de leurs parents. Transportés en masse dans les fabriques, ils étaient enfermés le jour en des casernes sales et dépourvues de meubles et des moindres commodités. On les divisait en deux parties: l'une travaillait quand l'autre dormait. Réveillés par les coups de leurs surveillants, les pauvres enfants cédaient leurs places à ceux qui venaient de finir leur travail de seize et de dix-huit heures! Et toute leur vie se partageait entre la fabrique, où ils travaillaient sous les coups de fouet de geôliers cruels, et leur dortoir, prison où on les enfermait pour six ou sept heures de repos.*

M. H. Gibbins, dans son ouvrage *English Social Reformers* (1892), nous donne une description navrante de cet esclavage, constaté par les commissions d'enquête parlementaire et par des centaines de témoins de l'époque:

«*Les fabricants s'entendaient avec les inspecteurs de l'administration chargés de la protection des pauvres, pour un nombre voulu d'enfants, et, le jour fixé d'avance, on faisait l'inspection et le choix des futurs apprentis... Souvent le contrat ne se faisait pas directement avec le fabricant, mais avec un entrepreneur intermédiaire, et si ce dernier n'avait pas vendu d'avance ses esclaves blancs, ceux-ci étaient emprisonnés dans des caves, à Manchester ou ailleurs, jusqu'à ce que quelque fabricant se présentât pour en acheter. Une fois dans la fabrique, l'esclavage de ces malheureux devenait perpétuel... Ils étaient nourris, ou plutôt torturés par la faim, et il leur arrivait souvent de disputer leur nourriture aux cochons de leur patron. Ils travaillaient seize et dix-huit heures et même plus... Quelquefois ils essayaient de se sauver... Rattrapés et ramenés à la fabrique, on les enchaînait; on enchaînait même les jeunes filles soupçonnées d'avoir l'intention de s'évader. Elles portaient leurs chaînes pendant le travail, elles les portaient jour et nuit. Cruelles étaient leurs punitions pour la moindre faute pendant le travail. Souvent la punition n'était suspendue que par la mort de la victime».* - «*Dans toutes les branches de l'industrie nous rencontrons les mêmes conditions horribles. Chez les couteliers, à Sheffield, chez les potiers, dans les fabriques du Lancashire et du Yorkshire, l'esclavage, la cruauté, le vice et l'ignorance régnèrent sans frein».* - «*On constata, en 1842, qu'une grande partie des mineurs engagés dans les travaux souterrains avaient moins de treize ans, et beaucoup d'entre eux avaient commencé à travailler à l'âge de huit, quelques-uns à cinq et même quatre ans... Souvent ils restaient dans les mines la semaine entière, ne montant au jour que le dimanche. Les femmes, les jeunes filles et les garçons transportaient le charbon dans de petits wagonnets, en rampant sur les genoux dans des couloirs étroits et humides».*

«*Les enfants travaillaient comme les animaux, ils étaient harnachés régulièrement avec des courroies. Épuisés, abattus, ces malheureux peinaient souvent trente-six heures sans interruption. Les mineurs travail-*

laient tout nus, assistés par des jeunes filles et des jeunes femmes, elles-mêmes aussi presque nues, car elles ne portaient qu'une sorte de caleçon».

Cet esclavage atroce exista pendant tout un demi-siècle. Il fallut l'agitation et les efforts d'une génération d'hommes courageux et dévoués à la cause populaire pour arrêter son développement menaçant. Heureusement les hommes honnêtes de différentes conditions sociales élevèrent leur voix indignée contre ce péril national. L'ouvrier et l'industriel, le prêtre et le libre penseur, le savant et l'ignorant commencèrent à s'unir pour combattre cette peste sociale. En 1790, un comité d'enquête sur les conditions économiques et d'hygiène des ouvriers fut organisé à Manchester; des comités et des enquêtes semblables surgirent dans les autres centres industriels; le Parlement fut saisi de différentes propositions et, en 1802, Robert Peel fit passer la première loi réglant le travail des femmes et des enfants. La loi était barbare, car elle fixait la durée du travail à douze heures par jour. Mais c'était un commencement. Des mesures réglementaires se suivirent (1808, 1816, 1817, 1832, 1847, etc...). Gomme à l'ordinaire et comme partout, les classes dirigeantes et le gouvernement cédèrent aux réclamations de l'opinion publique, parce que la masse populaire se remuait partout et que les émeutes se succédaient.

Le premier mouvement, connu sous le nom de mouvement des «*Luddistes*» (1816), se produisit non seulement en Angleterre, mais aussi en Écosse et en Irlande. Les émeutiers détruisaient les usines et surtout les machines, ces symboles de leur esclavage. La même année eurent lieu des émeutes à Londres (Spa Fields), à Manchester (Blanketeers), à Nottingham; en 1819, les ouvriers de provinces industrielles se soulevèrent en réclamant la diminution des heures de travail et l'augmentation du salaire. Dans des meetings populaires, à Manchester, le peuple (60.000 hommes et femmes) fut assailli par les troupes et plusieurs centaines de tués et de blessés jonchèrent le sol. Un cri unanime d'indignation retentit de tous côtés. Le grand poète Shelley chanta les victimes, Byron dans son meilleur poème, *Le Jugement de George III* mit au pilori le vieil idiot couronné.

L'éditeur Richard Carlile (13) fut condamné, la même année, pour son agitation courageuse, à trois ans d'emprisonnement; sa femme lui succéda, mais elle aussi fut condamnée à deux ans de prison. Libéré, Carlile fut presque immédiatement arrêté de nouveau; ce fut alors sa sœur qui le remplaça et qui, à son tour, fut condamnée à deux ans de prison. Non moins courageuse et vigoureuse fut l'agitation que menaient W. Gobbett, mais surtout les socialistes R. Owen, A. Combe, W. Thompson et beaucoup d'autres.

Et telle fut la pression de l'opinion publique surexcitée que le projet de loi connu sous le nom de loi de Strudge fut adopté par le Parlement (1819) dans sa seconde lecture et rejeté seulement par la Chambre des lords. D'après ce projet, les enfants pauvres devaient recevoir l'éducation industrielle et technique aux frais de l'État, qui devait aussi pourvoir à leur entretien complet. Pendant la discussion de cette loi, comme à celle de 1817 (14), on a vu quelle immense influence exerçaient sur la société et sur la masse les idées socialistes et surtout la personnalité sympathique de R. Owen. Ricardo, le «scientifique» défenseur du capitalisme, en s'opposant à tous ces projets de réformes, déclara afin de se faire écouter que tout le premier il était un admirateur de R. Owen et de ses idées nobles et humanitaires... Toutefois il le combattait comme utopiste... Les «scientifiques» d'aujourd'hui suivent l'exemple de leur précurseur et combattent toute idée socialiste comme utopique.

Malgré les persécutions gouvernementales, malgré l'opposition des lords et des capitalistes, le mouvement se développait de plus en plus, les corps de métiers s'organisaient, les réformateurs et les agitateurs devenaient plus tenaces, plus courageux. Un prêtre, nommé Ostler, consacra toute sa vie à l'amélioration du sort des femmes et des enfants employés en fabrique. Ni persécutions, ni emprisonnement ne l'arrêtèrent dans sa croisade. Un riche tailleur de Charing-Cross, Francis Place, réunit pendant de longues années dans son arrière-boutique les réformateurs, les orateurs populaires, les philosophes et les membres du Parlement, et, de cette arrière-boutique, on dirigeait la campagne populaire et parlementaire. Il ne manquait pas d'hommes de courage défendant aussi la cause populaire dans le Parlement, entre autres le député Sadler, qui obtint du Parlement qu'on nommât une commission d'enquête parlementaire sur les conditions du travail (la commission de Sadler), et qui, en 1832, dans sa défense de son projet de loi sur les dix heures de travail, jeta aux privilégiés de virulentes accusations; il finit son discours par ces mots passionnés: «... *On bat les enfants avec des fouets d'une fabrication spéciale. Oui, les femmes de ce pays, sans distinction*

(13) Il ne faut pas le confondre avec le grand historien Thomas Carlisle, qui, à son tour, défendit les intérêts des opprimés et des exploités dans ses ouvrages si étrangement beaux et spirituels (Voir *Chartism. Past and Present*, et autres).

(14) *Nouvelle loi sur l'entretien des pauvres* - A ce propos, le lecteur voit quel mensonge répandent les élèves d'Engels en affirmant que ce fut leur maître, (né en 1819) qui, le premier, recommanda la législation ouvrière.

d'âge, sont battues, battues comme des esclaves sur votre libre marché du travail! Les malheureuses sont fouettées devant leurs compagnes de misère... je vous le dis, elles sont fouettées comme des chiens. Nous parlons avec horreur de l'emploi du fouet dans les Indes: montrons ce soir les mêmes sentiments d'indignation contre l'emploi du fouet dans nos fabriques anglaises».

Cinquième partie: Robert OWEN (1771 - 1858).

Nous avons vu que la législation soi-disant ouvrière date de 1802, et qu'elle fut toujours recommandée et pratiquée par les hommes d'État, par les savants, les publicistes, aussi bien que par les agitateurs populaires et par le peuple lui-même dans ses meetings et pendant les émeutes assez nombreuses. Selon la terminologie bizarre de nos jours, on serait disposé à croire que les Robert Peel, Melbourne, Sadler, Ostler et tant d'autres étaient des socialistes. Car les députés social-démocrates de tous les pays s'efforcent de persuader les ouvriers que le mot socialisme ne signifie autre chose que diverses réglementations contre les heures de travail, l'assurance contre les accidents, la caisse pour la vieillesse, etc...

Tout autre était la conception du socialisme chez les braves gens qui, les premiers, se servirent des termes «socialisme», «socialiste», «plus-value», «question sociale», «intérêt de la classe ouvrière». D'abord les hommes d'État eux-mêmes, en introduisant les différents projets de lois, définissaient bien leur but et les motifs de leurs actes. Par exemple, en 1819, pendant la grande agitation et les émeutes populaires, le duc de Kent (père de la reine Victoria), en ouvrant un meeting qu'il présidait, s'exprima en ces termes: «... Qui sait si la sauvegarde de l'Empire britannique ne dépend pas de mesures d'amélioration immédiate des conditions matérielles de la classe ouvrière?....». Pour exposer ces mesures immédiates, le duc donna la parole à R. Owen. Et ce dernier parla sur ces améliorations, car durant toute sa longue et noble carrière d'agificateur il aidait tout le monde et par tous les moyens essayait d'accomplir au profit du peuple tout ce qui de près ou de loin lui paraissait utile. Mais ce que lui et ses amis pensaient de ces améliorations, on le voit bien dans l'ouvrage de son ami intime W. Thomson (15). Justement, il fait une bien longue analyse de différentes réformes proposées, à savoir: réformes politiques par les institutions représentatives; abolition de l'impôt sur le pain; assurance ouvrière contre les accidents du travail; association entre l'ouvrier et le patron, et en conclusion, il dit:

«... De toutes ces réformes, sans exception, on peut dire qu'elles sont utiles pour alléger un peu la misère à laquelle sont exposées les masses productrices. Mais, d'un autre côté, on peut dire aussi qu'elles ne sont toutes que palliatives et qu'aucune d'elles ne touche directement à la cause fondamentale qui, dans l'état actuel de l'humanité, retarde et même rend impossible l'acquisition du bien-être social et individuel» (pp.39-40).

Après avoir prouvé que la base de la justice sociale doit être le principe du droit de chacun sur le produit entier de son travail (y compris la plus-value), Thompson nous montre de qui les socialistes de l'époque attendaient la solution de la question sociale: «Les producteurs, qu'on ne consultait jamais pour la réglementation de leur sort, commencent à étudier eux-mêmes leurs intérêts et à comprendre leur rôle important; bientôt ils vont parler à haute voix... et dorénavant eux seuls régleront les affaires de l'humanité, qui constituent essentiellement leurs propres affaires» (p.41).

Cette admirable affirmation de W. Thompson est répétée mot par mot dans les considérants de la déclaration de l'*Internationale*. Aussi catégorique et claire était la déclaration de R. Owen, le 5 décembre 1833, dans un grand meeting populaire. «Le travail, disait-il, est la source de la richesse et elle pourra rester dans les mains des ouvriers lorsque ceux-ci s'entendront à cet effet». Comprenant si bien le caractère plutôt palliatif qu'efficace d'une législation ouvrière et de toute amélioration partielle, Robert Owen et ses amis n'en étaient pas moins très actifs pendant l'agitation pour la réforme réclamée, et dans la plupart des cas l'initiative d'agitation leur appartenait. Libre de doctrinarisme, véritable expression du génie pratique de sa nation, il saisissait toutes les occasions pour réveiller l'opinion publique, pour provoquer le groupement, l'entente dans la classe ouvrière. Nous verrons tout de suite quel travail colossal était accompli par les socialistes anglais durant la première moitié de notre siècle, mais nous sommes obligés de reconnaître que jamais

(15) *Labor Rewarded* (1827). Dans les pages 98-99, il raconte comment il était devenu, sous l'influence d'Owen, le partisan du communisme autonome et mutualiste. En son ouvrage remarquable: *Social Science* (1824-27), il traita le premier de la «surplus-value».

ils n'ont cru que leurs entreprises législatives, ou pratiques, comme les trade-unions, la coopération et les marchés d'échange, constituent le socialisme.

Fils d'un pauvre sellier du pays de Galles, R. Owen était obligé, dès l'âge de dix ans, de gagner sa vie par son travail. Jusqu'à l'âge de dix-neuf ans, nous le voyons sacrifiant tous ses loisirs à un ardent désir de s'instruire. Il lisait tout, en volant les heures de son sommeil, et, jeune homme de vingt et un ans, il était non seulement très instruit, mais il perfectionnait déjà la fabrication des cotonnades et passait pour le meilleur spécialiste dans cette importante industrie qui commençait à se développer à Manchester. Sa renommée grandissant de plus en plus, il était bientôt engagé comme directeur à New-Lanark, fabrique de la compagnie Dale et Arkwright. Encore à Manchester, il se distingua, comme directeur, en traitant ses ouvriers en amis. Engagé chez Dale, il en obtint l'autorisation d'agir avec les ouvriers conformément à son appréciation personnelle. Les ouvriers de New-Lanark étaient mal famés, la fabrique rapportait très peu, et pourtant les ouvriers travaillaient, selon la coutume de l'époque, quinze et seize heures par jour.

Sans entrer dans les détails de cette première démonstration historique, que la productivité du travail humain augmente avec la diminution des heures de travail, et que les conditions solidaires de la vie économique et sociale rendent solidaire aussi chaque être humain, j'indiquerai seulement qu'au bout de la première année la fabrique devint un modèle d'ordre; l'ouvrier travaillait quatre heures de moins par jour, il gagnait plus, se nourrissait mieux qu'ailleurs, et les revenus de la société augmentèrent.

Au commencement, R. Owen rencontra l'opposition de tout le monde, sauf miss Dale, en laquelle il trouvait un soutien ardent et qu'il écouta plus tard. Même les ouvriers étaient contre lui. Mais peu à peu il gagna leur confiance en organisant l'école et le jardin d'enfant, la société coopérative de consommation, la bibliothèque, les cours populaires, la caisse de secours mutuels, en un mot en organisant, sans aucun précédent, tout ce qui constitue la base morale et économique du mouvement ouvrier de notre siècle.

La renommée de ses réformes de pionnier, d'un ordre tout nouveau et si humain, se répandirent dans le monde, et quand, en 1800, devenu associé de la compagnie, R. Owen introduisit si carrément le travail de dix heures (16), l'éducation rationnelle et l'administration des travaux par les ouvriers eux-mêmes, New-Lanark devint un lieu de pèlerinage. D'Angleterre et de différents pays du continent venaient des visiteurs pour voir cette fabrique légendaire, ces écoles et jardins d'enfants, ces ouvriers autonomes, son gérant réformateur. Les écrivains et hommes politiques, les ambassadeurs, les dames mondaines, les membres des familles régnantes y passèrent. Chacun de ces visiteurs avait ses appréciations personnelles, mais tous comprenaient bien qu'ils assistaient à un nouveau point de départ dans la vie sociale... Seulement ils ne prévoyaient pas que les essais de R. Owen, une fois adoptés par le peuple, allaient devenir un moyen puissant d'organisation et d'agitation ouvrière. Jusqu'en 1828 New-Lanark prospéra. Owen attira les sympathies et même la participation financière de Bentham, de Ricardo et d'autres hommes marquants; il lia des relations intimes avec tous les hommes avancés de l'époque.

Sous son influence, les premiers journaux ouvriers parurent à Glasgow, Edimbourg et ailleurs. On commença d'ouvrir des écoles primaires. Quand le pédagogue Bell proposa sa méthode d'instruction mutuelle, Owen lui fournit les fonds(25.000fr.); il en proposa autant pour les écoles du système Lancaster, mais en donna seulement la moitié, parce que l'administration stupide ne voulut pas recevoir les enfants d'autre religion que le culte anglican. Souvent on voulut voir une simple philanthropie dans ces largesses d'Owen pour l'instruction populaire. C'est une erreur. Il avait tout un système élaboré d'instruction primaire, c'est lui qui inspira Strudge, c'est lui qui élabora le type d'école normale, c'est sous son influence que la Prusse adopta l'instruction obligatoire. Pouvait-il, en homme essentiellement pratique, agir autrement comme initiateur du mouvement socialiste? La richesse sociale de l'humanité consiste en deux éléments: richesse matérielle et richesse intellectuelle. Le socialisme réclame le droit pour tous à la jouissance de ces richesses, créées pour l'humanité entière. Autant que de nos jours les «*honorable improductifs*» s'opposent aux droits des producteurs sur les richesses matérielles, autant au commencement de ce siècle les «*honorable*» s'opposaient à l'instruction populaire. En détruisant les préjugés néfastes des oppresseurs contre l'instruction, R. Owen et nos pères ont rendu un immense service à l'émancipation sociale. A présent, tout le monde voit que, plus la nation est éclairée, plus elle prospère; plus l'instruction est répandue dans le peuple, plus la vie devient agréable et multiforme. Le despote russe et l'assassin couronné de Turquie se vantent d'être les amis de l'instruction. Quand nous réussirons à détruire les préjugés économiques, quand la production, la consommation communistes s'imposeront aux nations, alors aussi tout le monde se dira partisan du communisme, car même à présent, avec les moyens de production que nous possédons, l'humanité libre, éclai-

(16) Encore de nos jours, en Allemagne, les heures de travail dépassent ce chiffre de dix heures.

rée et solidaire, serait capable de réaliser un tel bien-être qu'il dépasserait les rêves les plus fantastiques... Alors tout le monde comprendra la grandeur d'esprit pratique de l'initiateur qui indiqua la direction à suivre pour la lutte économique et détruisit les préjugés de l'obscurantisme. Il est remarquable que, dans l'*Internationale* aussi, la fraction socialiste la plus avancée s'occupa beaucoup d'instruction intégrale: nos amis Ch. Robin, James Guillaume sont les représentants de cette fraction.

Sixième partie: Mouvement ouvrier et chartisme (1832-1848).

Pas plus que de la condition misérable du peuple anglais au commencement de ce siècle, la génération actuelle ne peut se faire une idée du despotisme qui réigna, dans tous les pays européens, pendant la Restauration. Épuisée par les guerres de la Révolution et surtout de l'Empire, la France était livrée aux jésuites par la réaction. L'Italie, démembrée par le *Congrès de Vienne*, agonisait sous l'oppression autrichienne. En Allemagne, comme en Espagne, la moindre manifestation de la vie intellectuelle était poursuivie et réprimée... C'était l'époque de la «*Sainte Alliance*», odieuse ligue des despotes et des obscurantistes contre la science, contre le peuple.

L'Angleterre, il est vrai, n'adhéra pas à l'abominable ligue imaginée par Metternich. Mais l'esprit de réaction n'y domina pas moins. Le peuple, l'ouvrier anglais, malgré la *Grande charte*, arrachée au despotisme du moyen âge, ne possédait pas encore, en fait, les droits du citoyen: il ne pouvait publier aucun journal sans payer 40 centimes de timbre par exemplaire; il ne pouvait pas non plus discuter les conditions de sa vie d'esclave industriel sans risquer d'être déporté en Australie.

D'après la constitution, le marché du travail était libre, mais s'il arrivait que les ouvriers se concertassent entre eux, soit pour la diminution des heures de travail, soit pour l'augmentation du salaire, ils étaient condamnés comme conspirateurs. Tout ouvrier accusé d'avoir pris l'initiative d'une entente quelconque était passible, d'après l'infâme «*Conspiracy Act*», des travaux forcés et de la déportation. Oui, on les condamnait, on les déportait pour une simple tentative d'organisation, qu'il s'agît d'une société ou d'une grève, si modeste, fût-elle. Tandis qu'à Sheffield on condamnait à dix ans de travaux forcés l'ouvrier Drury et ses camarades, cinq fileurs de Glasgow encourraient chacun sept années de la même peine. En 1834, des ouvriers de Dorchester étaient punis de la déportation en Australie.

Cette dernière condamnation souleva l'indignation des hommes indépendants, dans toutes les classes de la société. Une pétition en faveur des ouvriers frappés circula dans le pays, et en peu de temps on recueillit 266.000 signatures. Le 21 mars 1834, une première manifestation était organisée à Londres par les corps de métiers. On comptait jusqu'à 400.000 manifestants. Une procession de 50.000 hommes se dirigea vers le ministère. Là, une députation, conduite par R. Owen, remit la pétition à lord Melbourne. La grande masse des manifestants se composait simplement de mécontents. Il y avait, entre autres, des partisans de la réforme électorale et de l'abolition de l'impôt sur le pain, de la liberté de la presse, du droit d'association, de l'instruction obligatoire, etc... C'étaient ceux qui devaient former plus tard l'armée du chartisme.

Mais l'âme du mouvement c'était, selon le témoignage des journaux de l'époque, le socialisme oweniste. Les idées communistes, athées et sécularistes en général, l'émancipation de la femme et la négation du mariage légal, qui choquèrent tant la bourgeoisie et le clergé, avaient, en effet, acquis une telle influence sur la classe ouvrière que, selon la *Westminster Review* (1889), ces principes constituaient le vrai credo d'un grand parti parmi eux (17). Cette constatation de la savante revue nous explique le fait, relaté par le *Times*, que deux délégués owenistes, en un seul meeting, à Hull, reçurent plus de mille adhésions nouvelles (18). Pour nous, qui connaissons à présent l'activité des owenistes dans tous les mouvements populaires depuis le commencement de ce siècle, soit en vue de la législation ouvrière, soit en vue de l'instruction démocratique et intégrale, mais surtout dans la propagande du vrai socialisme et des idées d'émancipation... pour nous, dis-je, il n'y a rien d'étonnant à ce que les ouvriers aient eu tant de confiance dans les socialistes de l'époque en général et dans R. Owen en particulier.

Il suffit d'un court aperçu sur les différentes organisations ouvrières de 1832 à 1876, pour comprendre

(17) T. Kirkup, *A History of Socialism*, London, 1892, p.64.

(18) S. Webb, *History of Trade-unionism*, London, 1893. Voir en général les pages 116 à 121.

quel service rendirent à l'humanité les socialistes owenistes. En véritables agitateurs, ils se mêlèrent à tous les mouvements populaires. En cela ils se distinguèrent des socialistes français de l'école de Saint-Simon et de celle de Fourier. Ces derniers publiaient des recherches théoriques - très humanitaires, comme nous verrons. Les socialistes anglais, au contraire, tout en prêchant que la délivrance de la classe ouvrière sera due seulement à l'abolition de la propriété privée, de l'exploitation de l'homme par l'homme et par la société, à l'émancipation complète de la conscience humaine, délivrée de tous les préjugés religieux, éthiques et sociaux; tout en affirmant que la justice sociale sera réalisée seulement quand le producteur deviendra le maître absolu de son produit, y compris la surplus-value (19); tout en concevant avec une clarté admirable l'idéal et les formules socialistes, les socialistes anglais, je le répète, furent les vrais promoteurs et se firent les interprètes des réclamations partielles du peuple.

Les socialistes anglais, surtout R. Owen, ont pris une part active aux travaux parlementaires de 1802, 1815, 1817, 1819 (20), 1832, 1834-36. En 1815, ils organisèrent le *Comité des dix heures de travail*, et après que les modérés eurent inscrit les dix heures dans leur programme politique, en 1832, pendant leur grande agitation, ils organisèrent le *Comité des huit heures et du minimum de salaire*. Pour réveiller l'initiative ouvrière, ils ont inauguré le mouvement coopératif de production et de consommation, qui de nos jours unit plus d'un million de producteurs faisant comme affaires annuelles, les corporations de production pour 97 millions de francs, et celles de consommation pour 1.025.000.000 de francs!

En 1831, ils organisèrent à Birmingham la maison du peuple avec la bibliothèque, l'école et le cours populaires; l'année suivante, ils établirent la bourse d'échange socialiste sous le titre: «*National équitable Exchange of labour*». Lloyd Jones (21) reproduit la gravure du chèque. C'est le «*bon de travail*» des collectivistes de nos jours et de la «*Banque du peuple*» de Proudhon. Ce bon du «*Birmingham Branch*» établi en 1833, vaut une heure de travail. Il porte les signatures de Robert Owen, *governar, Woolfield, director*.

Ce sont surtout leurs organisations de propagande et d'action populaire qui étonnent tous les historiens de l'époque (Booth, Kirkup, Gibbins, Webb, Lloyd, Holyoak, Brentano). En 1833, quand ils créèrent la fédération de toutes les organisations locales sous le titre d'*«Union générale des classes productrices»*, on comptait plus de 500.000 membres. Parmi les sociétés y adhérentes nous voyons: «*L'Union des laboureurs*», «*L'Union des moissonneurs*», «*L'Union des ouvriers agricoles*». (On voit que ces braves gens n'étaient pas scientifiques et ne séparaient pas le village de la ville). Les unions de femmes n'y manquaient pas non plus: «*Les femmes jardinières*», «*L'Union mixte des femmes*», «*Loge des couturières*», «*Loge coopérative des bonnetières*», la «*Grande Loge des femmes de Grande-Bretagne et d'Irlande*», «*Ancient Virgins*». Cette dernière société se distingua par son activité pendant les émeutes d'Oldham en 1834.

Justement vers ce temps le trade-unionisme se développait rapidement. Que le mouvement ait subi l'influence de la propagande socialiste, nous en trouvons les preuves chez l'historien et ministre de l'intérieur Spencer Walpole, qui dit que «*les ouvriers de l'époque étaient socialistes et chartistes*». Nous en trouvons une autre preuve et plus importante encore dans ce fait, que le premier congrès de trade-unions, convoqué en 1833, était présidé par R. Owen. Les social-démocrates sont obligés eux-mêmes de constater que la seconde phase du mouvement chartiste commença vers 1830 et que ses éléments avancés étaient en grande partie sous l'influence de R. Owen. L'organisation qui joua le rôle le plus important dans le chartisme, «*l'Union générale des classes productrices*», se composait presque exclusivement d'owenistes (22).

Tel fut le mouvement ouvrier en Angleterre depuis 1830 jusqu'à 1838. Voilà l'initiative pratique et l'activité que montrèrent alors les agitateurs socialistes et surtout Robert Owen, ce vrai fils du peuple, cette merveilleuse expression du génie populaire.

Il est facile de comprendre pourquoi ses contemporains l'admirairent tant, et pourquoi le grand savant Alfred Wallace écrivait encore en 1895 au congrès de Londres que «*dans ma jeunesse, j'étais disciple et ardent admirateur de R. Owen... De nouveau à présent je retourne à mon premier amour, et je revendique une*

(19) J. Hopkins, A. Combe, W. Thompson, *Poor Man's Guardian*, - *New Mural World* de R. Owen, - et tant d'autres publications.

(20) Dégouté de la politique, dès cette époque, il céda sa place de rapporteur de commission parlementaire à Ostler. En général, Owen ne penchait guère vers la politique et ses honneurs.

(21) Dans son ouvrage *Life, Time and Labour of R. Owen* (Le temps, la vie et l'œuvre de R. Owen).

(22) E. Marx Aveling, *Working Class movement in England*, London, 1895, p.28.

république coopérative et socialiste qui puisse seule guérir les abominations de notre société capitaliste.». Nous pouvons aussi comprendre comment l'historien du mouvement coopératif, Holyoake, pouvait dire de lui: «*La mort n'a jamais enlevé un plus grand ami du peuple*»; et le colonel H. Clinton: «*Parmi tous ceux qui respirèrent dans cette vie, R. Owen était l'homme du cœur le plus large, de l'intelligence la plus sage...*».

Oui, il l'était. Enfant du peuple, il agissait avec la sagesse tranquille et la bonhomie du peuple: modeste, simple et doux comme tous les vrais représentants du génie populaire, c'est à lui que conviennent admirablement les paroles de Shakespeare sur Brutus: «*Sa vie était noble; et les éléments en étaient si bien combinés que la nature eut pu dire à l'univers: c'était un homme!*».

Tout en rendant à R. Owen et aux socialistes anglais l'hommage qui leur est dû, nous sommes forcés de constater chez eux une lacune frappante sur le rôle de l'État exploiteur et oppresseur.

Dans la société future, selon eux, l'État doit disparaître, l'humanité solidaire et communiste vivant en une libre entente de communes autonomes. Mais comment l'État, ce défenseur de toutes les abominations de la société capitaliste, s'anéantira-t-il, cédant sa place à un ordre de vie solidaire et autonome, voilà ce qu'ils n'ont pas indiqué. Nous ne trouvons chez eux, non plus, aucune indication sur la méthode et les moyens de le combattre. Pionniers d'une conception nouvelle de la vie sociale, ils consacrèrent toute leur énergie à propager que de l'État et des parlements on obtient seulement des améliorations partielles, des palliatifs; que l'émancipation sociale de la classe ouvrière doit se fonder sur son émancipation économique, et que l'œuvre d'affranchissement sera accomplie seulement par les ouvriers eux-mêmes, car «*dorénavant eux seuls régleront les affaires de l'humanité... devenues leurs propres affaires*». (Voir chap.5, citation de W. Thompson).

Tandis qu'en pleine harmonie avec leurs principes, comme nous l'avons vu, par l'*Internationale* (voir chap.1), les socialistes ont élaboré tout un puissant système de trade-unions, de coopération, de grèves, etc..., pour la lutte économique, ils ne nous ont laissé d'autre part, que je sache, aucune indication sur les moyens de combattre l'État. Pourtant ils se révoltèrent contre l'oppression étatiste. Nous les avons vus à la tête du mouvement contre le «*Conspiracy Act*» et autres abominations politiques. Comment les braves gens qui nièrent l'État pour l'avenir et combattirent son oppression, n'entreprirent-ils pas de le détruire comme ils essayèrent de détruire l'exploitation économique?

La réponse est toute simple. Contre l'État à cette époque luttaient les républicains, les radicaux et la bourgeoisie. Puis adversaires du socialisme. Il est vrai que ces partis combattaient seulement telle ou telle forme de gouvernement, tout en glorifiant l'État et le principe d'autorité. En même temps, ils niaient le socialisme, se déclarant contre «*les utopistes*» qui voulaient «*bouleverser l'ordre social, détruire la morale, le mariage et autres institutions sacrées*». Les *Jacobins* en France, les *Carbonari* et la «*Jeune Italie*» (23), la «*Jeune Allemagne*», Carlile, et beaucoup d'autres amis sincères de l'affranchissement politique des nations, condamnèrent l'agitation socialiste. Sauf A. Blanqui et ses amis intimes, tous les révolutionnaires avant 1840 traitèrent les socialistes comme des rêveurs, des modérés. De leur côté les socialistes, jusqu'en 1845, crurent qu'on pourrait résoudre la question sociale sans une lutte révolutionnaire contre l'État. C'est seulement vers 1840-45 qu'on observe chez les socialistes une évolution vers l'action révolutionnaire: les uns, comme Louis Blanc, et après lui F. Lassalle et Marx, se déclarèrent partisans de la conquête du pouvoir pour une législation socialiste; les autres s'affirmèrent les ennemis de l'État et beaucoup plus tard devinrent des révolutionnaires actifs, combattant l'exploitation économique et l'État dans l'ensemble de ses fonctions et de ses organes.

Les premiers - les démocrates-socialistes - prêchent de nos jours l'action paisible et légale. Nous autres, anarchistes, nous, nous sommes, au contraire, unis aux révolutionnaires dans leur lutte contre l'oppression politique. Aux socialistes anglais nous avons emprunté leur idéal de communisme autonome et leurs organisations également autonomes de corps de métiers avec leur lutte économique. Seuls parmi les révolutionnaires, nous sommes, comme dans le temps les *Carbonari* et la «*Jeune Italie*», la bête noire de la réaction politique.. Comme communistes-libertaires, nous avons contre nous aussi la haine implacable de la bourgeoisie, soit démocrate-républicaine, soit social-démocratique...

Plus loin, nous traiterons en détail cette synthèse socialiste-révolutionnaire accomplie par les anarchistes-communistes après la *Commune de Paris* de 1871.

(23) Le noble et héroïque Mazzini, l'âme de ce mouvement, finit par des attaques contre le socialisme et l'*Internationale*. Voir *Théologie politique de Mazzini*, par M. Bakounine.

À l'époque de la grande effervescence ouvrière (1830-1838), les révolutionnaires et les socialistes étaient encore séparés. Tandis que les premiers agitaient la classe ouvrière anglaise au nom de réformes économiques et sociales, les radicaux de toutes classes s'agitaient au nom d'une réforme politique libérale et parlementaire. Leur propagande aboutit à la première réforme électorale (1832). Mais, de même qu'en France, où le peuple ne tarda pas à découvrir que les journées glorieuses de Juillet profitèrent seulement à la bourgeoisie, on put constater la même désillusion en Angleterre. Les initiateurs réussirent, vers 1838, à recommencer l'agitation. Quelques membres du Parlement, quelques radicaux bourgeois et les agitateurs populaires Hetherington, Cobbett, Cleaver, Lovett et autres formulèrent les fameux six points de la charte populaire. Ils réclamaient:

- 1- Le suffrage universel (24);
- 2- Le renouvellement annuel du Parlement;
- 3- Le paiement des députés (25);
- 4- Le vote au scrutin;
- 5- Un même nombre d'électeurs pour chaque arrondissement;
- 6- L'abolition du cens pour les candidats.

Comme on voit, la fameuse charte était bien médiocre au point de vue socialiste, elle était purement parlementaire. Nous sommes surpris de ces revendications plus que modestes. Aussi les socialistes de l'époque trouvèrent-ils qu'un tel programme, c'était l'oubli même du socialisme. Mais l'agitation devenait générale et les ouvriers socialistes, comme nous l'avons dit, y adhérèrent en masse, donnant au mouvement un caractère beaucoup plus large que ne l'auraient voulu les initiateurs.

Nous trouvons dans un discours d'un des champions les plus populaires du mouvement, le piètre méthodiste Stephens, la preuve que le peuple était alors remué par ses revendications séculaires, c'est-à-dire d'équité sociale: «*Le chartisme, mes amis, disait-il dans un grand meeting ouvrier à Manchester, n'est pas un mouvement politique avec, comme objectif principal, le droit de vote. Le chartisme est une question de couteau et de fourchette (26)!* La charte signifie bonne maison, bonne nourriture et bonne boisson; prospérité et courte journée de travail».

Cette déclaration, qui reflète bien l'influence des socialistes, était en contradiction avec les vues des meneurs politiques. Aussi existait-il une sorte de méfiance entre la masse et les meneurs. Même en 1848, quand l'agitation populaire était à son apogée, quand, le 11 avril, on devait aller, en une procession monstre, porter au Parlement la grande pétition, cette méfiance contribua beaucoup à l'insuccès complet du mouvement. Le nombre des signatures, comme celui des manifestants, était bien moindre qu'en 1834, lors de la manifestation contre la condamnation des laboureurs de Dorchester.

Oui, le chartisme, au point de vue des résultats immédiats, fut un mouvement avorté. Les chefs politiques n'étaient ni des révolutionnaires, ni les représentants des vraies revendications populaires, et ils amenèrent le grand mouvement dans une impasse fatale. Cependant son influence indirecte fut immense sur la vie intellectuelle, morale et sociale de l'Angleterre. Les ouvriers avaient compris que leur émancipation, comme disaient depuis une vingtaine d'années les owenistes, devait être «essentiellement leur propre affaire», et distincte de toute politique. D'où la méfiance des *trade-unions* contre les «politicians»; d'où leur méfiance contre la social-démocratie et le progrès ridicule de ce parti en Angleterre (27).

Si le chartisme avorté éveilla chez le peuple le même sentiment qu'en France les journées sanglantes de Juin, d'autre part, dans le milieu intellectuel, parmi les amis du progrès, il provoqua un mouvement littéraire plein de sympathie pour les déshérités. Les poésies de Thomas Hood, les romans de Ch. Dickens - surtout les *Temps difficiles* et la *Maison froide* - plaident en des termes touchants et passionnés la cause du peuple. Non moins passionnés étaient les sermons du savant théologien et réformateur Charles Kingsley (28) qui,

(24) Il est intéressant de noter le parallélisme des événements en France et en Angleterre. Vers 1839-39 l'agitation pour le suffrage universel, les réformes sociales, commencent en France.

(25) Les membres du Parlement ne sont pas rétribués.

(26) Knife and fork.

(27) Après un travail de seize ans, leur candidat, le rédacteur de leur seul journal *Justice*, a obtenu aux dernières élections, à Reading, seulement 200 voix.

(28) L'auteur de *Yeast*, *Alton Locke* et autres romans socialistes.

dans un de ses discours, disait: «*Tous les systèmes sociaux favorables à l'accumulation du capital dans les mains de quelques-uns, qui chassent le peuple du sol possédé jadis par ses ancêtres, qui réduisent les producteurs à l'état de serfs et de journaliers vivant de salaire et d'aumône, qui en font un esclave dégradé et privé de tout bien-être, tous ces systèmes sont contraires au royaume de Dieu proclamé par le Christ. Lois et constitutions ne viennent pas de Dieu, si elles tolèrent des choses pareilles; elles sont maudites et doivent périr, emportant avec elles et détruisant le plus de choses possible. Oui, elles vont périr dans leur propre corruption».*

Plus énergique, si c'est possible, était dans ses blasphèmes contre l'ordre capitaliste le grand historien Th. Carlyle (29), cet étrange prophète des temps modernes qui voulait sauver l'humanité par des chefs sur-naturels, par un culte de héros. Il accablait de sarcasmes les ministères réformateurs «*vides comme le vent de l'est*», et le Parlement, qu'il appela une «*Parlotte nationale*» (*National Palaver*). Son style devient vraiment pathétique quand il parle de la misère populaire... «*Il y a des scènes de malheur, de dégradation, de désolation telles que le soleil n'en a jamais éclairé de pareilles dans les régions les plus barbares habitées par l'homme... La liberté, dit-on, est divine. Mais la liberté de mourir de faim n'est pas, le moins du monde, divine*».

Ce mouvement littéraire créa un courant libéral et émancipateur dans la société anglaise et forma des hommes comme William Morris, le poète, publiciste et agitateur socialiste qui chanta le bonheur pour tous, le communisme réellement libertaire.

(29) *Chartism, 1810; Past and Present, 1813.*